

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Môle 5)**

Port 2205 - 2205 Route du Môle 5  
59140 Dunkerque

Références : -  
Code AIOT : 0007000790

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Môle 5) implanté Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Môle 5)
- Port 2205 - 2205 Route du Môle 5 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000790
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Filiale du groupe TEPSA, la Société du Terminal Dunkerque est spécialisée dans le stockage de produits liquides en vrac, dont des produits pétroliers, chimiques, agro-alimentaires, etc. La Société du Terminal de Dunkerque emploie 48 personnes sur les 2 sites dunkerquois (Môle 5 et Unican).

Le dépôt du Môle 5 est un dépôt multi-produits : produits pétroliers (fuel, gazole), agro-chimiques (oléagineux, mélasse, engrais liquides, soude), et styrène, goudrons, bitumes... La capacité globale de stockage du dépôt est de l'ordre de 330 000 m<sup>3</sup>.

Le dépôt est implanté sur le Môle 5 du Port Est de Dunkerque, entre les darses n° 5 et 6. Il est relativement éloigné des zones urbanisées.

La partie Est du dépôt est réservée aux produits agro-chimiques. La partie Ouest du dépôt est affectée au stockage des produits pétroliers, soude et engrais liquides.

Le site du Môle 5 exploité par la Société du Terminal de Dunkerque est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2023. Le site est classé SEVESO seuil haut.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien et surveillance	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.2	Sans objet
3	protection des réseaux internes à l'établissement	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.4	Sans objet
4	protection contre des risques spécifiques	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.4.1	Sans objet
5	Autosurveillance	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 10.2.3.1	Sans objet
6	Valeurs limite de rejet dans l'eau	AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.3.9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance des rejets aqueux est réalisée conformément aux exigences de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site. Les valeurs limites de rejet sont globalement respectées.

L'exploitant devra mettre en place sous deux mois une procédure pour le curage et le contrôle des canalisations du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a consulté le plan du site Môle 5 « eaux usées décantation, rejets d'eau » version B datée 05/01/2022 (n° plan DKM5-EVAC-2009-001). Sur ce plan figurent le schéma des installations de collecte des eaux usées ainsi que les installations de traitement et de rejet. Une mise à jour est à prévoir suite aux travaux liés au projet UCO. L'exploitant précise que, hors zones de voirie pour lesquelles les écoulements sont gravitaires, toutes les cuvettes sont équipées de pompes de relevage, la pompe n'est mise en marche qu'après levée de doute (vérification de l'absence de déversement entraînant la présence d'hydrocarbures).  La station de traitement fonctionne par batch.

L'inspection a également consulté le plan indiquant l'alimentation en eau (position des différents compteurs) version D du 19/09/17.

La chaufferie vapeur du site a été mise sous cocon. Une chaudière gaz avec fluide thermique est maintenue pour le bitume.

La principale consommation d'eau est celle nécessaire pour diluer de la soude pour la baisser à 30° (d'après la déclaration GERE relative à l'année 2024, la consommation totale annuelle d'eau potable du site est inférieure à 4 000 m<sup>3</sup>.)

Le site dispose de 4 points d'alimentation en eau potable, chaque alimentation est équipée d'un clapet anti-retour.

L'exploitant indique qu'il y a une vérification annuelle de ces clapets par Suez (vu le rapport du 14/03/2024 pour toutes les alimentations y compris celle d'UNICAN).

Un compteur est présent au niveau de chaque alimentation avec dispositif de télérelevé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à jour le plan des réseaux suite aux travaux liés au projet UCO, sous un délai de deux mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Entretien et surveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et de résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Ces dispositions sont applicables aux regards équipant l'aire de collecte des égouttures associée à chaque îlot du poste de chargement des camions citernes, les cuvettes de rétention.

**Constats :**

Les réseaux sont adaptés aux types d'effluents.

<p>En cas de souci, l'exploitant met en place un curage des réseaux. Il y a un contrôle lors des transferts de quantité d'eau si la quantité envoyée n'arrive pas dans la cuve de destination.</p> <p>Non conformité : l'exploitant n'a pas mis en place de curage ni de contrôle systématique des canalisations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant, sous un délai maximal de deux mois, met en place une procédure de curage et de contrôle régulier des différentes canalisations du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : protection des réseaux internes à l'établissement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les seuls effluents qui transitent dans les égouts sont des eaux pluviales de ruissellement (sur les voiries ou dans les cuvettes de rétention) et les purges de l'adoucisseur.</p> <p>Il n'y a pas de risque de dégradation des réseaux.</p> <p>Les eaux récupérées lors du nettoyage des bacs sont collectées et évacuées en tant que déchets.</p> <p>Pour les épreuves des bacs après travaux : l'exploitant utilise de l'eau de mer qui est ensuite rejetée directement au bassin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : protection contre des risques spécifiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.2.4.1</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques Par les réseaux d'assainissement de l'établissement, il ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel (hors site UNICAN exploité par TEPSA ST Dunkerque).
<b>Constats :</b>  Seules les eaux du site UNICAN transitent par le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/02/2025, article 10.2.3.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 10.2.3.1. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci après.	
<b><u>REJET : Eaux polluées :</u></b>	
Paramètres	Fréquence
pH	Mensuelle
Température	Mensuelle
MeS	Mensuelle
DCO	Mensuelle
DBO5	trimestrielle
Azote global	Mensuelle

Phénols	trimestrielle
Hydrocarbures totaux	Mensuelle

Le débit du rejet sera mesuré lors de chaque prélèvement.

#### Constats :

L'inspection a consulté les enregistrements dans GIDAF pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 août 2025 sauf les mois d'août 2024 et juin 2025 pour lesquels il y a absence de déclarations.

- pour août 2024 : l'exploitant indique qu'il y a eu absence de prélèvements suite à une erreur d'organisation.
- pour juin 2025 : l'exploitant souligne l'absence de pluie lors des 3 premières semaines du mois et une difficulté à faire le prélèvement au cours des 3 derniers jours lors desquels il a beaucoup plu.

Dans les différentes déclarations, la fréquence de mesures des polluants est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Valeurs limite de rejet dans l'eau

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/02/2025, article 4.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejet d'effluents aqueux

#### Prescription contrôlée :

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Le débit maximal autorisé est de 220 m<sup>3</sup>/j.

Paramètres	Concentrations (en mg/l)
------------	--------------------------



MES	30
DCO	125
DBO5	30
Azote Global	30
Indices Phénols	0,1
Hydrocarbures totaux	10

Les concentrations sont mesurées sur la base de prélèvements 24 h proportionnellement au débit de rejet.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### Constats :

Sur la période janvier 2024 à août 2025, toutes les VLE sont respectées sauf :

- février 2024 : dépassement en DCO (141 mg/l au lieu de 125) et un dépassement en DBO5 (74 mg/l au lieu de 30 mg/l), ces deux dépassements sont justifiés par un débit trop rapide dans l'installation de traitement.

Ce dépassement ne s'est pas reproduit.

- mai et août 2025 : valeur en pH à 8,6 au lieu de 8,5. L'exploitant envisage de changer le pH-mètre en entrée de station (qui gère la correction de pH nécessaire).

Le nouveau pH-mètre devait être posé avant fin octobre 2025.

Le débit maximal journalier est toujours respecté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirmera sous un mois le remplacement du pH-mètre.

**Type de suites proposées :** Sans suite